

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai aussi indiqué d'autres fois, il existe diverses voies par lesquelles le Canada fait connaître ses points de vue aux gens les plus influents de Washington; sans aucun doute, les représentants du Canada les ont communiqués aux législateurs. Je ne puis et je ne vais pas dire que nos représentants à l'ambassade ont fait connaître ces points de vue de façon précise, mais je puis dire qu'ils les ont communiqués à diverses personnalités importantes sur la colline du Capitole.

[Français]

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Richmond désire-t-il poser une question supplémentaire?

**M. Beaudoin:** Non, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je donnerai la parole à l'honorable député dans quelques instants.

#### LES FABRICANTS CANADIENS D'AUTOMOBILES BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME AMÉRICAIN DISC

[Traduction]

**M. A. D. Hales (Wellington):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie et du Commerce? Peut-il dire à la Chambre si les fabricants canadiens d'automobiles se prévalent du programme américain DISC et, comme ils ont le privilège du libre échange, le gouvernement a-t-il, par l'intermédiaire du ministre, présenté une objection?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Pour répondre à la dernière question d'abord, je dirai que, à plusieurs reprises, antérieurement, nous avons fait connaître notre point de vue au sujet de DISC. Mon prédécesseur a exprimé très clairement, je crois, notre opposition à cette proposition. A la première partie de la question quant à savoir si les fabricants d'automobiles eux-mêmes se prévalent de ce programme, on me dit qu'ils ont fait la demande et ont obtenu le statut de bénéficiaires du programme DISC. Quant à savoir s'ils en ont usé de façon injuste, c'est une question à laquelle je ne puis répondre en ce moment.

#### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES ACTIVITÉS MILITAIRES AU CAMBODGE ET AU LAOS— LES INSTANCES AUPRÈS DES É.-U. ET D'AUTRES PAYS—LA PARTICIPATION FUTURE DU CANADA À LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné la reprise des bombardements au Laos par les forces aériennes des États-Unis, et étant donné que l'article 20 de l'accord sur le cessez-le-feu, accord signé par les États-Unis, stipule que les pays étrangers doivent cesser toutes activités militaires au Cambodge et au Laos et procéder au retrait total de ces deux

#### Questions orales

pays des troupes, du matériel, etc., quelles instances le gouvernement canadien a-t-il fait ou doit-il faire auprès des pays intéressés, et surtout auprès des États-Unis, concernant cette prolongation des hostilités?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, étant donné que le Canada est un pays membre de la Commission internationale de contrôle, l'article que le député a cité ne relève pas de sa compétence. Je pense qu'il est assez bien connu en général qu'il y a eu de nombreuses violations de l'accord de paix, non seulement par les États-Unis mais aussi par d'autres pays.

**M. Brewin:** Tenant compte, cependant, de ces violations de l'accord de paix dont on a fait mention, et du danger qu'elles représentent pour la paix fragile qui existe en Asie du Sud-Est, le gouvernement révisera-t-il son attitude en ce qui concerne la continuation par le Canada de son rôle de membre de la Commission internationale de contrôle et de surveillance, et communiquera-t-il au gouvernement des États-Unis et des autres pays sa décision de se retirer si cette situation persiste?

**M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, il n'est pas besoin de réviser spécialement notre attitude. Toute cette question est sujette à une étude continue, et ce facteur est parmi ceux dont il faudra tenir compte en prenant la décision de continuer ou de ne pas continuer notre participation.

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** J'aurais une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il eu l'occasion d'étudier la possibilité d'une consultation avec nos collègues au sein de la Commission, au sujet d'une nouvelle convocation à Paris des pays intéressés?

**M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, nous attendons de la Commission internationale de contrôle un rapport sur l'incident fatal de l'hélicoptère, et jusqu'à ce que nous le recevions, nous estimons qu'il serait peu prudent de vouloir poursuivre plus loin cette question.

#### ON SUGGÈRE QUE LE CANADA DEMANDE AUX NATIONS UNIES D'IMPOSER DES SANCTIONS CONTRE LE BURUNDI

[Français]

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

L'honorable ministre peut-il dire s'il a l'intention de proposer aux Nations Unies l'adoption de sanctions commerciales ou d'autres mesures de représailles contre le gouvernement militaire du Burundi composé de membres d'une tribu minoritaire qui ont exécuté avec les méthodes les plus cruelles de 100,000 à 200,000 citoyens de la tribu majoritaire des Hutu?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non monsieur l'Orateur, nous n'avons pas l'intention de soulever cette question aux Nations Unies, comme le propose le député.

[Français]

**M. Rondeau:** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le président.